

Brésil : Jair Bolsonaro promet de fermer l'ambassade palestinienne

"La Palestine n'est pas un pays", a dit le favori à la présidentielle qui a aussi annoncé qu'il transférerait l'ambassade brésilienne à Jérusalem s'il est élu

Par [Marcus M. Gilban](#) 10 août 2018, 16:39

<https://fr.timesofisrael.com/bresil-jair-bolsonaro-promet-de-fermer-lambassade-palestinienne/>



Des manifestants juifs aux abords d'un événement accueillant le politicien de droite Jair Bolsonaro au club Hebraica de Rio, le 3 avril 2017 (Crédit : Hebraica)

RIO DE JANEIRO, Brésil (JTA) — Le candidat favori à l'élection présidentielle du Brésil a annoncé qu'il fermera l'ambassade palestinienne à Brasilia en plus de transférer l'ambassade de son pays de Tel Aviv vers Jérusalem.

« La Palestine est-elle un pays ? La Palestine n'est pas un pays, donc elle ne devrait pas avoir d'ambassade ici », a déclaré mardi Jair Bolsonaro, un élu du Parti Social Libéral, à la réouverture du Congrès National après trois semaines de pause. « On ne négocie pas avec des terroristes », a-t-il ajouté.

Il a particulièrement critiqué le fait que la mission diplomatique de l'Autorité palestinienne est située à moins de 3,2 kilomètres du Palais Planalto, le quartier général du gouvernement.

L'élus de droite est un soutien et un admirateur fervent d'Israël. Les élections au Brésil doivent se tenir le 7 octobre.

Le Brésil a reconnu la Palestine comme un état indépendant en 2010 dans la politique d'alignement avec d'autres gouvernements extrémistes, comme l'Iran ou la Libye, souhaitée par le président d'extrême gauche, Luis Inacio Lula da Silva.

A l'époque, le Brésil avait donné 10 millions de dollars au groupe terroriste du Hamas, qui contrôle la bande de Gaza et qui a promis la destruction d'Israël.

Dilma Rousseff, qui a succédé à Lula, a poursuivi cette politique anti-Israël pendant son mandat jusqu'à ce qu'elle soit destituée en 2016.

Âgé de 62 ans, Bolsonaro est un politicien conservateur qui soutient autant Israël qu'il est anti-gay, et en faveur de la loi et de l'ordre – on l'a d'ailleurs surnommée le « Trump du Brésil ».

Il a dit qu'il chercherait à développer le dialogue avec Israël, les États-Unis et l'Europe.

Il a participé, en tant que candidat, à plusieurs interviews télévisées au cours des récentes semaines où il s'est vanté de n'avoir jamais été accusé de corruption pendant sa carrière politique longue de près de 30 ans. Il a aussi déclaré, à plusieurs reprises, qu'il avait l'intention de transférer l'ambassade brésilienne à Jérusalem.

Comme les politiciens évangéliques et très conservateurs aux États-Unis, Bolsonaro ne fait pas l'unanimité parmi les électeurs juifs, qui ont tendance à être socialement libéraux mais veulent aussi que leurs élus soient fortement pro-Israël.

« Mon coeur est vert, jaune, bleu et blanc », avait lancé Bolsonaro à un public de 400 personnes au club Hebraica de Rio en 2017, en référence aux drapeaux israélien et brésilien. Il avait été très applaudi quand il avait salué l'État juif pour sa puissance et son système social, affirmant qu'il devrait inspirer le plus grand pays d'Amérique Latine.

Les soutiens fervents de Bolsonaro l'appellent souvent par son surnom « Mito », du mot mythe ou légende. Avec plus de 5,5 millions d'abonnés sur Facebook, Bolsonaro a été l'un des candidats à rassembler le plus de votes parmi les 46 élus de la zone en 2014.

Il avait été élu pour son sixième mandat consécutif en 24 ans. Ses trois fils, également des politiques, ont été photographiés à de nombreuses reprises en train de porter de t-shirts avec des messages en hébreu.

Le parti gauchiste des travailleurs du Brésil, ou PT, a lancé la campagne officielle de soutien de Lula pour la présidence même si l'ancien chef de l'état charismatique purge actuellement une peine de prison de 12 ans pour corruption et blanchiment d'argent. Selon toute vraisemblance, il ne pourra pas se présenter aux élections.

Des instituts d'opinion locaux mènent des sondages avec ou sans Lula, qui a dirigé le pays de 2003 à 2011. Tous les sondages qui incluent son nom le placent à égalité avec Bolsonaro.